

ANGOLA

Colloque des Amériques sur la destruction des stocks

Les 6 et 7 novembre, des représentants de pays d'Amérique du Nord et du Sud se réuniront à Buenos Aires pour discuter de la Convention d'Ottawa et de la destruction des stocks de mines antipersonnel.

Les co-hôtes de la réunion, le Canada et l'Argentine, bénéficieront de la collaboration du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, et de l'Unité de l'action antimines de l'Organisation des États américains (OEA).

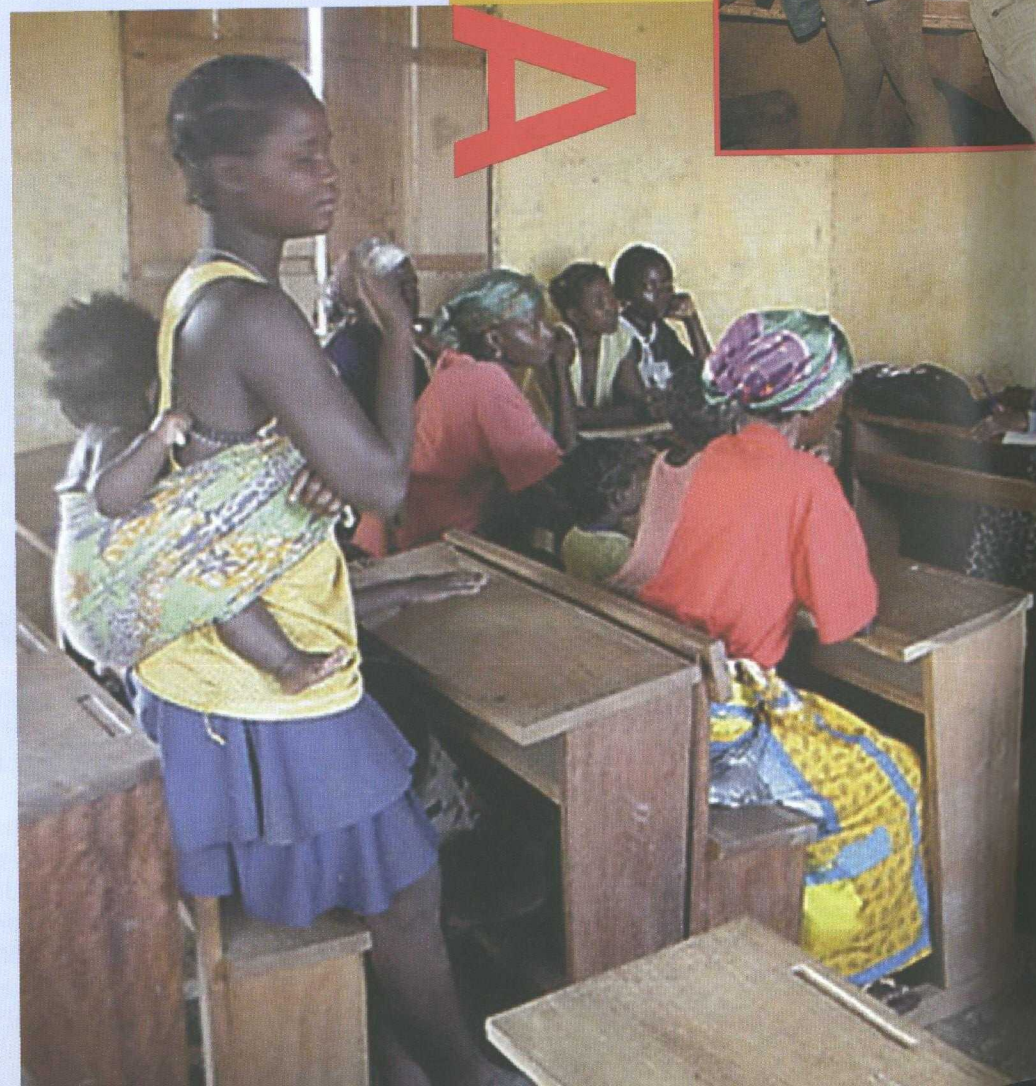
Les représentants des États se réuniront pendant deux jours pour discuter de leurs obligations en matière de destruction des stocks de mines dans les délais fixés par la Convention. Des experts régionaux procéderont à des échanges de renseignements sur le type et la quantité des mines stockées et sur les méthodes et les expériences vécues en ce qui a trait à la planification des activités de destruction des stocks. Les participants se pencheront également sur des questions comme la surveillance, la vérification, l'aide des donateurs et la coordination.

La destruction des stocks occupe une place importante parmi les efforts pour prévenir la propagation des mines, mais c'est aussi une tâche complexe sur le plan technique. Le Canada offre une aide technique pour aider les pays signataires à s'acquitter de leur obligation de détruire leurs stocks.

Le colloque a pour but de faciliter la création d'une zone exempte de mines sur le continent américain et le respect des

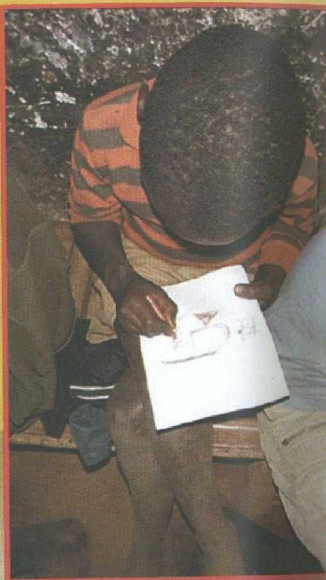
dispositions de la Convention d'Ottawa relatives à la destruction des stocks. Il servira également de tribune régionale en Amérique latine pour débattre des méthodes optimales de destruction ainsi que des leçons apprises lors d'expériences antérieures.

Les Amériques sont sur le point de devenir le premier continent sans mines. À l'exception d'un seul, les 34 États membres de l'OEA ont signé la Convention d'Ottawa; au 17 août 2000, 26 pays du continent l'avaient ratifiée. ●



Charles Whitaker/CIET

Un jeune Angolais fait appel au dessin pour transmettre à sa famille ce qu'il a appris sur les mines.



Évaluation des programmes de sensibilisation destinés aux enfants

par Aparna Swaminathan – CIET Canada

En Angola, les enfants qu'on a sensibilisés au problème des mines sont ainsi en mesure de transmettre aux membres de leur famille des renseignements cruciaux sur les dangers que posent ces engins. On craint toutefois que la formation antimines qui leur a été donnée ne les amène à prendre plus de risques.

Suite à des recherches menées en collaboration avec UNICEF Angola et l'Équipe d'action contre les mines du

ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, CIET Canada, organisme de recherche communautaire, a constaté que les enfants étaient plus susceptibles d'entrer dans une zone minée s'ils avaient été sensibilisés au problème des mines à l'école. Or, même s'ils sont mieux informés sur la menace physique des mines, ils ne sont pas mieux préparés à réagir lorsqu'ils entrent dans un champ de mines.

Les enfants sont souvent le public visé par les programmes de sensibilisation aux mines parce qu'ils sont particulièrement exposés au risque d'accidents. Pourtant, ils participent rarement de manière active à l'évaluation des activités antimines et contribuent peu, voire pas du tout, à la mise au point des outils.

Dans son évaluation du programme de sensibilisation de l'UNICEF en Angola, CIET Canada a concentré son attention sur les connaissances des enfants et sur les risques qu'ils prennent envers les mines. Cette recherche a été effectuée dans les provinces de Huila, au sud du pays, et de Uige, au nord, auprès de plus de 1 100 enfants inscrits à l'école niveau primaire, de leurs parents et de 2 000 familles du voisinage, ainsi que des enseignants et des dirigeants de 21 localités. On a également interviewé les dirigeants des programmes de sensibilisation aux mines.

L'évaluation, achevée en mars 2000, a conclu que, si les outils et messages relatifs à la sensibilisation aux mines transmettaient effectivement les renseignements sur

le danger des mines ainsi que sur le marquage et la signalisation standard des mines, ils n'encourageaient pas les enfants à faire preuve de plus de prudence. En outre, les matériels didactiques étaient difficiles à comprendre pour quiconque n'avait pas été à l'école.

Les auteurs de l'évaluation ont recommandé que les programmes de sensibilisation soient améliorés de façon à réduire les risques et à mieux correspondre aux besoins des enfants. UNICEF Angola a animé des discussions en profondeur de ces conclusions avec les dirigeants des programmes de sensibilisation aux mines et avec les enseignants. On étudie actuellement les moyens d'améliorer la prestation des programmes et de réviser les matériels didactiques.

L'Angola a connu la guerre de façon presque ininterrompue depuis 1975 et plusieurs des belligérants ont dispersé de grandes quantités de mines sur son territoire. Selon Norwegian People's Aid (NPA), le principal organisme de déminage en Angola, des mines ont été posées dans les 18 provinces du pays et on en a identifié plus de 70 types différents provenant de plus de 20 pays.

L'ampleur véritable du problème reste incertaine, les hostilités ayant repris entre les forces gouvernementales et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) à la fin de 1998. Selon NPA, « l'Angola est probablement le pays au monde qui a été le plus contaminé par les mines, et ce sera probablement aussi le plus difficile à déminer ».

L'Angola a signé la Convention d'Ottawa le 4 décembre 1997 mais ne l'a pas encore ratifiée. ●

Un groupe de réflexion composé de femmes aide à évaluer les services d'information sur les mines.

